

VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT?

Hannah Olivetti, chargée de mission Prospective de la Fonda

Dans le cadre de l'exercice de prospective «Vers la société de l'engagement?», la Fonda a ouvert un espace de réflexions sur l'engagement : un club de lecture!

Il se réunit en ligne le premier lundi de chaque mois, pendant une heure de 18 h à 19 h pour partager et discuter ensemble de ressources (livres, rapports, enquêtes, interventions, *podcasts*, films, etc.) abordant le thème de l'engagement.

La liste des ressources pouvant être analysées dans le cadre du Club de lecture est disponible à [ce lien](#). N'hésitez pas à partager de nouvelles ressources à l'animatrice du Club de lecture, Hannah Olivetti, par [ce formulaire](#). Le calendrier des prochaines réunions du Club de lecture est également disponible [en ligne](#).

LES 5 ENSEIGNEMENTS CLÉS DE CETTE RENCONTRE

La défiance accrue des jeunes à l'égard du modèle démocratique et de la démocratie représentative

La volonté des jeunes, notamment ruraux, de s'engager dans des associations

Une tension entre le développement d'un engagement souple, dans des collectifs informels, des jeunes et la vision antidémocratique et autoritaire d'autres jeunes

Une jeunesse précarisée, éprouvée et fragilisée suite à la crise liée au COVID-19

La nécessité de penser davantage aux jeunes ruraux dans la mise en œuvre des politiques publiques

Ressource #5

Une jeunesse plurielle, Enquête auprès des 18-24 ans, d'Olivier Galland et Marc Lazar, Institut Montaigne, février 2022, 87 pages.

Présentation faite par Patrick Boulte, ancien administrateur de la Fonda.

Mots clés : #Jeunes #Diagnostic #Difficultés #Enjeux

Que nous apprend cette ressource ?

Cette enquête de l'Institut Montaigne, menée avec Louis Harris interactive, offre un panorama des perceptions, des difficultés et des attentes des jeunes. Sur la base d'une enquête en 71 questions, les chercheurs ont interrogé un échantillon de 8 000 jeunes âgés de 18 à 24 ans, ainsi que deux échantillons miroirs de 1 000 personnes qui représentent respectivement la génération des « parents » ainsi que la génération des « boomers ».

Les questions ont porté sur leurs rapports à leur famille, à l'éducation reçue, au travail, à la politique, leurs perspectives, et enfin leur vécu de l'épidémie de COVID-19.

Merci à l'ensemble des participants : Patricia Auroy, Alexandra Blanchin, Patrick Boulte, Anne Carayon, Bastien Engelbach, Rémy Foulon, Henri Fraisse, Isabelle Gire, Jean-Luc Guyomarc'h, Jean-Pierre Jaslin, Sonia Le Pulloc'h, Agathe Leblais, Marie-Paule Lentini, Marc Lévy, Pascal Lovocconi, Pauline Marquieville, David Ratinaud, Patrice Simounet, Agathe Thiebeaux, Léo Tolub, Baptiste Vivien et Annie Flore Yougoulou Joly.

© Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti, relu par Anna Maheu et Yannick Blanc pour la Fonda et mis en page par Agathe Thiebeaux. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](#).

ENSEIGNEMENTS CLÉS

Brève présentation des auteurs

Olivier Galland est directeur de recherche émérite au CNRS. Il est spécialiste des questions de jeunesse, tout en ayant travaillé sur la sociologie des valeurs et la sociologie des inégalités. Il a publié *Sociologie de la jeunesse* en 2017.

Quant à Marc Lazar, il est professeur d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po Paris. Il est *senior fellow* de l'Institut Montaigne et également spécialiste des gauches en Europe, de la politique française et italienne et des populismes contemporains.

MISE EN PERSPECTIVE AVEC L'ENGAGEMENT



L'enquête s'intéresse d'abord aux **difficultés rencontrées par les jeunes à l'entrée de la vie adulte**, qui ne se limitent pas juste aux problèmes d'ordre pécuniaire. Elles sont également liées aux relations sociales, notamment amoureuses, et à la situation scolaire.

Les auteurs notent **une corrélation entre la façon dont les jeunes ressentent les difficultés financières et l'origine sociale des parents**. Plus ils viennent d'une famille aisée, plus ils se sentent protégés des difficultés d'argent. *A contrario*, ceux qui ressentent particulièrement ces difficultés pécuniaires sont ceux ayant arrêté leurs études avant le baccalauréat ou encore les jeunes femmes.

Ces difficultés n'occulent pas le **sentiment de bonheur des jeunes**. Ceux qui ont le sentiment d'être malheureux le sont en priorité à cause de difficultés dans les relations avec leurs proches.

Parmi les difficultés que les jeunes interrogés disent rencontrer :

- ⊙ 59 % d'ordre pécuniaire,
- ⊙ 43 % liées aux relations amoureuses,
- ⊙ 41 % par rapport aux études,
- ⊙ 32 % par rapport au travail, si le jeune en a un.

Toutefois, 82 % des jeunes s'estiment heureux, contre 77 % pour les répondants de la génération de leurs parents.

L'enquête cherche ensuite à connaître les perspectives d'avenir des jeunes. Sur le volet « travail », les jeunes femmes et les jeunes issus de familles aisées veulent avant tout choisir un **travail par passion** pour trouver du sens et un épanouissement personnel. C'est un phénomène récent, les précédentes générations voulaient un emploi qui les sécurise. Quant au lieu de vie, les jeunes sont plutôt cosmopolites : plus d'1/5 veut vivre à l'étranger, même si la majorité des jeunes est attachée à la France (80%). Ils préfèrent s'établir en ville (61%) qu'à la campagne ou dans un village (39%).

En termes de sujets de société jugés essentiels, **les jeunes sont plus sensibles que leurs aînés aux questions de racisme, d'inégalités et de discriminations**. Ils estiment que la question du genre et celle de l'évolution des **droits LGBT** sont très importantes, contrairement aux autres générations. En revanche, des points de convergence s'observent en termes de préoccupations entre les jeunes et leurs aînés : **les violences faites aux femmes, le terrorisme, l'écologie**.

Les sujets jugés essentiels par les jeunes interrogés :

- ⊙ Les questions de racisme (67 %),
- ⊙ Les inégalités (62 %),
- ⊙ Les droits LGBT (35 %),
- ⊙ Le genre (28 %).

Les jeunes interrogés et leurs aînés ont des sujets d'intérêt communs :

- ⊙ Les violences faites aux femmes : 77 % contre 61 % pour la génération de leurs parents,
- ⊙ Le terrorisme : 66 % contre 62 %,
- ⊙ L'écologie : 62 % contre 51 %.

Sur le volet engagement, **les jeunes utilisent plus que leurs aînés des formes de participation politique non conventionnelle** : relayer un *hashtag*, manifester, signer une pétition.

Ces jeunes, souvent issus d'une famille avec un fort capital culturel et/ou les parents sont déjà engagés dans le tissu associatif, ont **diverses formes d'engagement dans la société**.

Au contraire, les jeunes moins engagés dans des actions protestataires sont plus éloignés d'une participation à la vie démocratique, car plus critiques sur la démocratie représentative.

Les formes de participation politique non conventionnelle principalement utilisées par les jeunes :

- ⊙ 82 % sont prêts à signer une pétition (contre 77 % de la génération de leurs parents),
- ⊙ 69 % à relayer un *hashtag* (contre 43 %),
- ⊙ 56 % à manifester (contre 47 %).

Les auteurs soulignent également une **désaffiliation politique d'une grande partie des jeunes**. Les plus concernés sont les jeunes femmes, les jeunes n'ayant pas fait d'études ou bien ceux issus de familles modestes. *A contrario*, les jeunes les moins désaffiliés sont ceux issus de familles dont les parents exercent des professions libérales ou celles à fort capital culturel.

Cette désaffiliation politique s'explique par une grande **défiance à l'égard de la démocratie représentative**. Les jeunes interrogés s'estiment mal représentés par les députés et pensent que les responsables politiques sont corrompus. À cela s'ajoute un déclin dans l'adhésion au principe d'un gouvernement démocratique.

Néanmoins les auteurs remarquent que « même s'ils sont très critiques, les jeunes ne remettent pas profondément en cause la **nécessité des rouages et des institutions** organisant la représentation démocratique ».

Ce qui interpelle également est l'acceptation ou la compréhension d'une partie des jeunes à l'égard des **formes de violence politique** comme le blocage de la circulation, la contestation des élus de la République ou l'affrontement avec la police.

Plusieurs raisons avancées par les jeunes interrogés à la forte désaffiliation politique des jeunes :

- ⊙ 61 % se disent mal représentés par les députés,
- ⊙ 69 % estiment que les responsables politiques sont corrompus,
- ⊙ Près de la moitié n'est pas attachée au principe d'un gouvernement démocratique.

Cela s'accompagne d'une acceptation ou compréhension des jeunes interrogés à l'égard de formes protestataires :

- ⊙ Le blocage de la circulation (64 %)
- ⊙ La contestation des élus de la République (49 %)
- ⊙ L'affrontement avec la police (40 %)

Les auteurs ont dressé **une typologie des jeunes** pour mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre :

- ⊙ En premier lieu, ils relèvent l'existence des **« démocrates protestataires »** (39 % des jeunes). Ils se caractérisent par un fort intérêt pour les questions sociétales. Bien qu'ils soient attachés à la démocratie et au vote, ils ont tendance à recourir à des pratiques protestataires.
- ⊙ Les auteurs identifient ensuite **les jeunes « désengagés »** (26 %). Ils sont peu investis dans des associations, peu intéressés par les questions sociétales et politiques et rejettent tout changement de société qui soit révolutionnaire.
- ⊙ Viennent ensuite les **« révoltés »** (22 %), qui préfèrent une transformation révolutionnaire de la société. En ce sens, ils approuvent le mouvement des Gilets jaunes et l'utilisation de la violence politique. Contrairement aux jeunes démocrates protestataires venant de milieux plutôt favorisés, les jeunes révoltés connaissent des difficultés matérielles et psychologiques.
- ⊙ Enfin arrivent les **« intégrés transgressifs »** (13%). Ils ont un fort engagement associatif, tout en éprouvant un faible attachement pour la démocratie. Ils baignent dans une culture transgressive empreinte, possiblement, de violence politique.

L'enquête estime que **le genre, le capital culturel hérité et la religion** sont les 3 principales caractéristiques qui différencient les modalités d'engagement social et politique des jeunes.

L'enquête se conclut par un *focus* sur la crise liée au COVID-19. Les jeunes filles et les jeunes aux situations financières complexes ont été très affectés psychologiquement avec le développement de symptômes dépressifs ou somatiques suite aux confinements. Les jeunes étudiants se sont sentis tout particulièrement isolés.

Il ressort de cette enquête **qu'une grande partie des jeunes participe au modèle démocratique**, même s'ils en contestent certains aspects. Elle met en avant la corrélation entre l'implication dans le débat démocratique et le bagage social et culturel des jeunes. Il existe **un clivage entre les jeunes favorisés et donc plus aptes à participer au débat démocratique, et ceux moins favorisés qui en sont exclus**. Ainsi, 1/4 des jeunes est presque complètement déconnecté des questions d'intérêt général.

RÉACTIONS LORS DU CLUB DE LECTURE


Ce diagnostic du présent sur les jeunes a été complété avec des remarques sur :

- ⊙ la nécessité de prendre en compte l'augmentation des problèmes de **santé mentale** des jeunes, liée à la crise liée au COVID-19 ;
- ⊙ la **quête de sens** des jeunes, avec des métiers à impact positif. Néanmoins, un paradoxe existe avec une difficulté pour les structures de l'ESS à les attirer ;
- ⊙ la difficulté à **se projeter dans l'avenir** ;
- ⊙ la forte **implication dans des associations** ne s'accompagne plus nécessairement d'un fort attachement à la démocratie ;
- ⊙ la défiance pérenne des jeunes à l'égard des **institutions politiques** ;
- ⊙ un risque de préférer des solutions **antidémocratiques et autoritaires** ;
- ⊙ l'engagement accru dans des **collectifs informels**.

La désaffection du modèle démocratique et le **rôle des associations** pour y remédier ont été au cœur de la discussion.

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

 Anne Muxel, *Avoir 20 ans en politique, Les enfants du désenchantement*, Seuil, 2010.

 Martial Foucault, Anne Muxel, *Une jeunesse engagée, Enquête sur les étudiants de Sciences Po, 2002-2022*, Presses de Science Po, 2022.



Ressource #6

« Place des jeunes dans les territoires ruraux »,
de Danielle Even et Bertrand Coly,
janvier 2017, 113 pages.

Présentation par Hannah Olivetti,
chargée de mission Prospective de la Fonda.

Mots clés : #Jeunes #Ruralité
#Difficultés #Engagement

ENSEIGNEMENTS CLÉS

Brève présentation des auteurs

Après une carrière dans le secteur social, Danielle Even est devenue élèveuse de porcs dans les Côtes-d'Armor. Elle a présidé pendant huit ans l'association Agriculteurs de Bretagne. Elle a été désignée membre du CESE pour la mandature 2015-2021 et a siégé dans le groupe de l'agriculture.

Bertrand Coly, quant à lui, a exercé de nombreuses responsabilités au sein du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC). Il a cocréé en 2012 le Forum Français de la jeunesse. Il a été désigné membre du CESE pour la mandature 2015-2021 et a siégé dans le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse.

Que nous apprend cette ressource ?

Le Gouvernement a saisi fin juillet 2016 le Conseil économique, social et environnement sur la **place des jeunes dans les territoires ruraux**. L'objectif étant d'apporter des éléments de compréhension sur ces jeunes ruraux, d'identifier les points de blocage et les initiatives réussites.

Ce rapport offre un diagnostic complet de ces jeunes ruraux qui sont à une étape charnière de leur vie, entre le monde de la formation et le monde du travail. Il n'existe pas une jeunesse rurale, mais bien **une diversité de jeunes** avec, certes, des traits communs, mais aussi des spécificités. Le rapport s'intéresse également aux parcours scolaires et à l'insertion professionnelle des jeunes, à leur qualité de vie, ainsi qu'aux politiques publiques menées.

MISE EN PERSPECTIVE AVEC L'ENGAGEMENT

Il existe une diversité des **jeunes dans les espaces ruraux**. La chercheuse Mélanie Gambio identifie 3 jeunesses, qui ne sont pas étanches les unes par rapport aux autres : la jeunesse étudiante, celle qui travaille et les NEETS (*Not in Education, Employment or Training*, sans emploi, pas d'études ni de formation). Les jeunes sont faiblement représentés dans les espaces ruraux. Les jeunes ruraux viennent plus souvent de **familles de milieux modestes** (ouvriers, employés, etc.).

En 2006, en France métropolitaine, 14 % des jeunes de 15 à 29 ans résident dans un espace à dominante rurale (soit 1,6 million de jeunes).

Source : Chantal Brutel, « Jeunes et territoires : l'attractivité des villes étudiantes et des pôles d'activité », INSEE Première n°1275, 2010.

Les jeunes ruraux ont tendance à mieux réussir scolairement que leurs homologues des villes. Cela s'explique par le fait qu'ils bénéficient d'une instruction dans des petites structures avec un suivi individualisé. Cependant, **ils s'orientent davantage vers des études courtes**, que ce soit la voie professionnelle dès la fin du collège ou les études supérieures courtes (BTS, DUT). Plusieurs facteurs explicatifs sont avancés : la contrainte financière de poursuivre des études hors du domicile familial, la méconnaissance des dispositifs, l'autocensure et la dévalorisation ou la reproduction sociale.

Les jeunes ruraux entrent plus tôt sur le marché du travail que les jeunes urbains. Ils se dirigent vers des emplois dans le secteur agricole, la construction ou le commerce, comme souvent leurs propres parents. Il existe **peu d'occasions d'emplois de cadres et de professions intellectuelles**, ce qui complique le retour des jeunes les plus diplômés dans les territoires ruraux. Le développement du télétravail peut changer la donne. Dans l'ensemble, bien que le **taux de chômage** des jeunes en zones rurales soit inférieur à celui des jeunes urbains, la proportion de **NEETS** y est plus importante.

L'insertion socioprofessionnelle des jeunes ruraux :

- ⊙ Le taux de chômage des 18-24 ans venant de territoires ruraux est de 25,1 %, contre 27,1 % en zones urbaines. Pour les jeunes de 25 à 29 ans, il est à 13,8 % dans les territoires ruraux, contre 16,3 % en zones urbaines.
- ⊙ 24 % des 18 à 24 ans ruraux, contre 20 % des urbains sont des NEET.



Les espaces ruraux attirent les jeunes, surtout ceux issus des territoires ruraux : 87 % d'entre eux désirent vivre à la campagne et 72 % y travailler. **L'accès au logement** est facilité pour les jeunes ruraux : ils sont plus souvent propriétaires et vivent dans des logements plus grands avec des jardins.

Toutefois, ils sont dépendants de la voiture pour se déplacer. Ils font face à une **fracture médicale**, avec notamment un manque de médecins ruraux, qui complexifie leur accès aux soins. À cela s'ajoute l'existence de **zones blanches**, rendant difficile l'usage des outils numériques.

Enfin, **l'offre culturelle et de loisirs** connaît des disparités par rapport à celle à laquelle accèdent les jeunes urbains. Les associations jouent d'ailleurs un rôle clé dans la vitalité et le dynamisme des territoires ruraux.

Un manque de coordination des politiques en faveur de la jeunesse. Les rapporteurs notent le fait que les actions en faveur des jeunes dans le milieu rural restent inégales et souvent insuffisamment développées. Cela peut s'expliquer par un manque de moyens financiers, mais aussi un manque de volonté politique. Les politiques de jeunesse ne seraient pas identifiées comme prioritaires dans les territoires ruraux, surtout pour les jeunes de plus de 16 ans.

En matière de politique, la défiance des jeunes ruraux ne cesse de croître :

⦿ 64 % des jeunes ruraux en 1990 avaient confiance dans le Parlement, contre 38 % d'entre eux en 2008. En revanche, près de la moitié des jeunes urbains continue à avoir confiance : 47 % en 1990 et 46 % en 2008.

⦿ 76 % des jeunes ruraux en 1990 avaient confiance dans l'Union européenne, contre 77 % pour les jeunes urbains. Désormais, plus que 50 % des jeunes ruraux ont confiance, contre 57 % des jeunes citadins.

Source : Olivier Galland et Bernard Roudet, Une jeunesse différente ? Les valeurs des Français depuis 30 ans, *La documentation française*, 2012.

Sur la politique, les jeunes ont tendance à moins participer aux élections et éprouvent une défiance croissante à l'égard de la démocratie représentative. Les jeunes ruraux ont nettement **perdu confiance dans le Parlement**.

Il en va de même concernant la confiance dans l'Union européenne. Des solutions sont identifiées pour favoriser la participation des jeunes. C'est le cas de la consultation des jeunes sur une action (existante ou future), la création d'instances de consultation comme un conseil régional des jeunes, l'implication dans la prise de décision, etc.



RÉACTIONS LORS DU CLUB DE LECTURE

Plusieurs participants ont souligné l'attachement disparate des jeunes ruraux à leur **territoire d'origine** :

- ⦿ certains veulent revenir après leurs études,
- ⦿ quand d'autres veulent, au contraire, absolument le quitter. Les études et leur engagement dans des structures associatives leur permettent de sortir de leur condition sociale.

Un participant a souligné que suite à la crise liée au COVID-19, d'importantes **mutations du monde du travail** avaient eu lieu. La généralisation du télétravail, qui concerne surtout les cadres et les professions intellectuelles, en est un exemple marquant.

Les territoires ruraux deviennent de plus en plus **attractifs**, surtout pour les actifs qualifiés, avec des enfants en bas âge, et dotés d'un capital économique. Ils peuvent effectuer des déplacements ponctuels vers le siège de leur structure, tout en bénéficiant d'un cadre de vie plus agréable.

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

📖 Crédoc, *Les jeunes ruraux, des jeunes comme les autres ?*, 2012.

🗨️ CGET, *Les jeunes dans les territoires ruraux*, 2015.

📄 Laurent Lardeux, *Dispositifs de participation des jeunes aux niveaux des conseils régionaux*, rapport d'étude INJEP, 2015.